



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE L'INSERTION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

La Ministre

PARIS, LE **25 NOV. 2020**

à

Mesdames et Messieurs les préfets de région
Mesdames et Messieurs les préfets de département

Objet : mise en place d'ouvertures supplémentaires les dimanches pour la fin du mois de novembre et le mois de décembre 2020

Le pays connaît actuellement une situation exceptionnelle du fait de la persistance de la crise sanitaire et du confinement instauré depuis le 30 octobre, impliquant notamment la fermeture depuis cette date des commerces considérés comme n'étant pas de première nécessité.

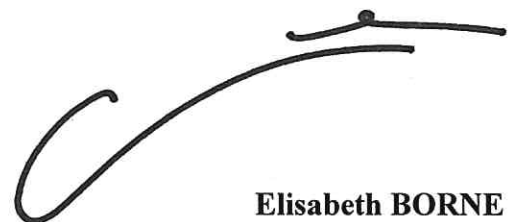
Dans ce contexte et en vue de la prochaine réouverture de ces commerces, vous pourrez être saisis de demandes de dérogation au repos dominical par des organisations professionnelles et des établissements de vente au détail. L'ouverture exceptionnelle de ces commerces le dimanche pourrait notamment répondre à la nécessité de mieux réguler les flux dans un contexte sanitaire toujours caractérisé par un niveau élevé de circulation du virus, mais également permettre de compenser les baisses d'activité et de chiffre d'affaires subies en raison de la fermeture des établissements.

Pour le dernier dimanche de novembre et les dimanches des mois de décembre, notamment dans les communes n'ayant pas mis en place de « dimanches du maire », je vous invite exceptionnellement à apporter une réponse favorable à toutes ces demandes et à autoriser sans délai de telles ouvertures dominicales.

Vous veillerez toutefois à rappeler aux entreprises concernées qu'elles doivent respecter les droits de leurs salariés tels que définis par les articles L. 3132-25-3 et L. 3132-25-4 du code du travail, qu'il s'agisse des contreparties qui doivent leur être accordées ou du respect du principe du volontariat en application duquel, notamment, le salarié qui refuse de travailler le dimanche ne peut pas faire l'objet d'une mesure discriminatoire dans l'exécution de son contrat de travail.

Vous rappellerez également que cette dérogation au repos dominical doit conduire l'employeur à donner le repos hebdomadaire par roulement à ses salariés

Pour janvier, vous procéderez à l'instruction dans les conditions du droit commun de l'article L. 3132-20 du code du travail. Vous anticiperez par conséquent les consultations nécessaires dès le mois de décembre.



Elisabeth BORNE